

Trois Casques bleus burundais tués en République centrafricaine

@rib News, 26/12/2020 Source AFP Trois soldats de la paix de l'ONU ont été tués par des combattants non étatiques en République centrafricaine, ont indiqué les Nations Unies, alors que le pays se prépare pour des élections générales que les combats se poursuivent entre les rebelles et les forces gouvernementales.

La nouvelle est intervenue après qu'une coalition rebelle a annulé un cessez-le-feu et déclaré qu'elle reprendra marche sur la capitale, ainsi que l'arrivée de troupes de Russie et du Rwanda pour consolider le gouvernement du pays riche en ressources. «Trois Casques bleus du Burundi ont été tués et deux autres blessés» à la suite d'attaques contre les troupes de l'ONU et les forces de défense et de sécurité nationales centrafricaines, a indiqué l'ONU vendredi. Les agressions ont eu lieu à Dekoa, dans le centre de la préfecture de Kemo, et à Bakouma, dans le sud de la préfecture de Mbomou, a-t-il précisé, sans fournir plus de détails. Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU, a fermement condamné le dernier incident et a appelé les autorités centrafricaines enquêter sur les agressions «odieuses». Il a également averti que «les attaques contre les soldats de la paix des Nations Unies peuvent constituer un crime de guerre». Avant les élections présidentielles et législatives qui se tiendront dimanche, le président sortant de 63 ans, Faustin Archange Touadera, a accusé son prédécesseur François Bozize de comploter un coup d'état. Bozize «qui est sous les sanctions de l'ONU et interdit de courir» nie les accusations. La ville de Bangui, capitale soutenue par les casques bleus de l'ONU. Pendant ce temps, la Cour constitutionnelle a rejeté samedi les derniers appels de l'opposition pour reporter le vote de dimanche. Au moins six candidats avaient déposé des recours et fait valoir que l'insécurité dans le pays et le retrait de l'un des candidats justifiaient le report du scrutin. La décision de la Cour constitutionnelle, que je respecte, et la réalité sur le terrain, qui est que de nombreux électeurs ne pourront pas voter», a déclaré Anicet Georges Dologuele, le principal challenger de Touadera soutenu par Bozize. «Cessez-le-feu brisé» Des groupes rebelles ont lancé il y a une semaine une offensive menaçant de marcher sur la capitale Bangui, dans ce que le gouvernement a décrit comme une tentative de coup d'état, mais leur progression a été stoppée avec l'aide internationale. Cependant, un cessez-le-feu de trois jours a été signé avant les élections vendredi avec la Coalition des patriotes pour le changement (PCC) annonçant qu'elle reprendrait ses efforts pour la capitale. Le PCC dont les composants sont issus de milices qui, ensemble, contrôlent les deux tiers du pays a été tué le 19 décembre par des groupes armés qui ont accusé Touadera de tenter de fixer le vote. Les affrontements ont repris vendredi à Bakouma, à environ 800 kilomètres au nord-est de Bangui, selon Vladimir Monteiro, porte-parole de la force de maintien de la paix de la MINUSCA de l'ONU. La MINUSCA a déclaré jeudi qu'un contingent de 300 renforts rwandais était arrivé dans le pays. La Russie, qui a récemment signé un accord de coopération militaire avec le gouvernement de Touadera, a également envoyé au moins 300 instructeurs militaires pour renforcer les forces de la RCA avant les urnes. Les élections de dimanche sont considérées comme un test clé de la capacité de la RCA à retrouver la stabilité. Mais une question cruciale est de savoir si le taux de participation sera gravement affecté par la violence ou l'intimidation, entamant la crédibilité du prochain président et de la législature de 140 sièges. Riche en minéraux, mais classé deuxième pays le plus pauvre du monde selon l'indice de développement humain, la RCA est chroniquement instable depuis l'indépendance il y a 60 ans.